

Irak

Quelques lacunes en terre chrétienne

Gérald Papy

Mis en ligne le 02/02/2009

Observateur du scrutin dans la plaine de Ninive, Afram Baryakoub salue l'organisation du scrutin mais dénonce une campagne biaisée.

Afram Baryakoub est membre du Conseil assyrien pour l'Europe, un mouvement qui défend les droits de la minorité chrétienne d'Irak. Il a participé à l'unique mission d'observateurs étrangers qui a suivi les opérations de vote, samedi, dans des localités de la plaine de Ninive, dans la province éponyme où résident de nombreux Irakiens chrétiens.

A son estime, l'élection s'est déroulée dans de bonnes conditions. Il se dit même impressionné par le calme qui a entouré le scrutin, n'ayant eu connaissance d'aucun incident d'envergure. Et pour cause, explique-t-il, *"un premier cordon de soldats entourait les bureaux de vote, suivi d'un second, plus rapproché, de policiers"*. Satisfecit également pour le cadre logistique : tout le matériel nécessaire était en place alors que, se rappelle-t-il, en 2005, lors des précédentes élections, des villages n'avaient même pas reçu les urnes.

Cette bonne organisation générale n'a cependant pas empêché une faible participation dans la communauté assyrienne, note Afram Baryakoub. Elle était estimée samedi à quelque 30 pc alors les électeurs sunnites se sont, eux, mobilisés en nombre. Cette désaffection devrait priver les chrétiens du deuxième siège qu'ils briguaient au conseil provincial en plus de celui qui leur est attribué d'office par la loi électorale. L'observateur pointe, à ce sujet, les difficultés rencontrées par les personnes déplacées, dont de nombreux chrétiens : certains responsables des bureaux de vote leur assuraient qu'il leur manquait l'un ou l'autre document; d'autres étaient plus souples avec le règlement; ce qui entraînait un sentiment général de confusion et la colère d'électeurs empêchés de voter, qui ont exprimé leur colère au groupe d'observateurs étrangers.

Ces quelques dysfonctionnements le jour du vote sont sans doute moins dommageables que des violations présumées de la loi électorale constatées pendant la campagne électorale, déplore Afram Baryakoub. Et le membre du Conseil assyrien pour l'Europe d'épingler une monopolisation des infrastructures publiques au bénéfice des partis dominants ou des menaces de mesures de rétorsion (perte d'un emploi, suppression d'une aide financière) proférées par des partisans de candidats à l'encontre d'électeurs.

http://www.lalibre.be/index.php?view=article&art_id=479043